

- 1) Qu'est-ce que le rapport mondial sur la corruption de TI ?
- 2) En quoi le rapport mondial sur la corruption est-il unique ?
- 3) Qui rédige le rapport mondial sur la corruption ?
- 4) Comment est élaborée la section consacrée aux rapports pays ?
- 5) En quoi le rapport est-il complémentaire des autres études menées par Transparency International (TI) ?
- 6) Pourquoi le rapport 2008 est-il consacré à la corruption dans le secteur de l'eau ?
- 7) Qui agit pour faire cesser la corruption dans le secteur de l'eau ?
- 8) Que puis-je faire pour aider à lutter contre la corruption dans le secteur de l'eau ?
- 9) Quels types de corruption affectent le secteur de l'eau et quelles en sont les conséquences ?
- 10) Comment la corruption dans le secteur de l'eau nuit-elle aux chances de réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement ?
- 11) Pourquoi la corruption est-elle particulièrement envahissante dans le secteur de l'eau ?
- 12) La corruption dans le secteur de l'eau affecte-t-elle seulement les pays en voie de développement ?
- 13) Que peut-on faire pour lutter contre la corruption dans le secteur de l'eau ?
- 14) Quel est le rôle des ingénieurs, des scientifiques et des autres experts du secteur de l'eau pour participer à la lutte contre la corruption dans ce secteur ?
- 15) Qui puis-je contacter pour de plus amples informations ?

1) *Qu'est-ce que le rapport mondial sur la corruption de TI ?*

Depuis 2001, le rapport mondial sur la corruption présente une évaluation annuelle de l'état de la corruption dans le monde. Produit par Transparency International (TI), l'organisation internationale de la société civile qui se consacre à la lutte contre la corruption, le rapport mondial permet à des experts et à des spécialistes de renommée internationale d'analyser des questions d'actualité, d'identifier les nouveaux défis à relever et de proposer des solutions dans le domaine de la corruption.

Dans sa section thématique, le rapport présente des analyses détaillées sur un aspect précis de la corruption. Cette année, le rapport mondial sur la corruption se penche sur la corruption dans le secteur de l'eau. Les deux précédents rapports analysaient la corruption judiciaire (2006) et celle dans le secteur de la santé (2007). Dans la section consacrée à l'analyse par pays, le rapport rassemble les informations concernant les tendances de la corruption et les réformes institutionnelles à l'œuvre dans plus de 30 pays de toutes les régions du monde. Dans la partie recherche, le rapport met en lumière les dernières recherches empiriques et les avancées méthodologiques permettant de diagnostiquer et d'évaluer la corruption.

2) *En quoi le rapport mondial sur la corruption est-il unique ?*

En présentant les avis de plus de 70 experts, spécialistes et activistes du monde entier et en combinant analyses thématiques poussées et informations récentes en matière de recherche et d'études pays, le rapport mondial offre chaque année une évaluation, la plus exhaustive qu'il soit, des mécanismes de corruption et des solutions, ainsi que les différentes tendances en matière de réformes tant au niveau international que local.

Toutes les contributions sont revues par des pairs, les faits sont vérifiés de manière indépendante et les articles sont élaborés professionnellement conformément à l'engagement de TI de promouvoir la lutte contre la corruption par le biais d'analyses objectives et d'un engagement constructif. Ainsi, le rapport mondial sur la corruption est un document de référence sans égal qui sert aux législateurs, aux chercheurs, à la société civile, aux médias et à toute personne intéressée par la question de la corruption.

3) Qui rédige le rapport mondial sur la corruption ?

Le rapport mondial est produit chaque année par une équipe éditoriale en collaboration avec le département Politique et études du Secrétariat de TI à Berlin, avec le soutien de rédacteurs extérieurs, de pairs chargés de la relecture, de personnes vérifiant les faits, de traducteurs et d'un groupe éditorial consultatif d'experts internationaux.

4) Comment est élaborée la section consacrée aux rapports pays ?

Toutes les sections nationales de TI sont invitées à soumettre leur rapport pays pour y être inclus dans le rapport mondial. Les contributions sont volontaires et la décision de participer à l'élaboration du rapport appartient à chaque section. L'objectif est que les sections présentent une vue d'ensemble des dernières informations concernant la corruption et les changements institutionnels survenus au cours des douze mois précédents la publication du document.

5) En quoi le rapport est-il complémentaire des autres études menées par Transparency International (TI) ?

TI est la première organisation indépendante produisant des études empiriques sur la corruption. Elle possède un éventail d'outils qui combinent des approches quantitatives et qualitatives, des indicateurs généraux et des diagnostics poussés, des analyses d'experts et des études basées sur les perceptions et l'expérience de ceux qui sont confrontés à la corruption. Tous ces outils permettent de construire une image empirique exhaustive de l'étendue, de la portée et des tendances de la corruption dans le monde, appuyant et promouvant les réformes politiques basées sur les faits et l'efficacité. Les outils d'études mis au point par TI comprennent en particulier :

- L'Indice de Perception de la Corruption (IPC), un indice annuel qui rassemble différents indicateurs à partir de sondages effectués auprès d'experts sur la corruption et la gouvernance dans plus de 175 pays.
- La Baromètre mondial de la corruption, un sondage annuel représentatif de plus de 60 000 foyers dans plus de 60 pays sur les perceptions et les pratiques en matière de corruption auxquelles sont confrontés les individus au quotidien.
- L'Indice de corruption des pays exportateurs (ICPE) évalue la propension des entreprises des pays exportateurs à verser des pots-de-vin lors de leurs transactions à l'étranger. Il est basé sur un sondage d'experts dans les économies des marchés émergents.

- Les études du Système national d'intégrité (SNI) sont une série d'études nationales qui fournissent une évaluation faisant le diagnostic des forces et des faiblesses des institutions clés dédiées à la bonne gouvernance et à l'intégrité d'un pays donné.

Le rapport mondial sur la corruption est le cinquième pilier de cette liste. Il propose une approche thématique et analyse la corruption dans un secteur spécifique ou en rapport avec des questions de gouvernance liées à un sujet d'actualité. Dans son chapitre consacré aux sujets de recherche, le rapport mondial met en lumière, à côté d'autres articles consacrés à la corruption, les indicateurs empiriques les plus récents de TI, comme l'IPC, le Baromètre et l'ICPE.

6) Pourquoi le rapport 2008 est-il consacré à la corruption dans le secteur de l'eau ?

On associe rarement la corruption au secteur de l'eau. Il s'agit pourtant d'un paramètre clef dans la crise de l'eau que traverse la planète et qui représente une des menaces les plus importantes pour le développement humain et la protection durable de l'environnement. Ce rapport constitue une première étape permettant à TI d'attirer l'attention de l'opinion publique sur cette menace trop souvent ignorée.

Plus d'un milliard d'individus dans le monde n'a pas accès à l'eau et plus de 2,6 milliards d'êtres humains vivent sans système d'assainissement de base. Avec la croissance démographique et le changement climatique, la raréfaction des ressources en eau dans certaines régions va s'amplifier, nuisant à la sécurité globale, provoquant des dégâts environnementaux aux conséquences graves pour les hommes et les femmes. L'échec de la lutte contre la corruption dans le secteur de l'eau ne fait qu'exacerber ces problèmes et accroît les coûts sociaux et économiques permettant d'assurer un accès durable et sécurisé à l'eau à tous les individus.

Le rapport mondial 2008 est le premier document de ce genre à examiner de façon détaillée le lien entre la corruption et le secteur de l'eau. Il décrit, preuves à l'appui, les nombreux risques de corruption dans les différents segments de ce secteur, de la gestion de la ressource aux systèmes d'assainissement, en passant par l'irrigation et l'hydroélectricité. Le rapport mondial 2008 a bénéficié du soutien financier et de l'avis d'experts du Water Integrity Network (voir question 7).

7) Qui agit pour faire cesser la corruption dans le secteur de l'eau ?

Transparency International est l'un des cinq membres fondateurs du Water Integrity Network (WIN), un nouvel acteur central dans le combat contre la corruption dans le secteur de l'eau. WIN est un réseau international d'experts, de spécialistes, d'universitaires et de militants qui ensemble cherchent à juguler la corruption dans le secteur de l'eau pour réduire la pauvreté.

8) Que puis-je faire pour aider à lutter contre la corruption dans le secteur de l'eau ?

TI et WIN encouragent la collaboration des individus, de la société civile, des gouvernements et des milieux d'affaires dans le combat contre la corruption dans le secteur de l'eau. Vous pouvez gratuitement devenir membre de WIN, ce qui vous permet d'entrer en contact avec des personnes et des organisations préoccupées par la question de la corruption dans le secteur de l'eau. Les adhérents reçoivent régulièrement une lettre d'information et WIN dispose également de subventions modestes pour soutenir les activités anti-corruption dans le secteur de l'eau menées par ses adhérents. Consultez régulièrement le site Web de WIN pour être informés des prochains ateliers auxquels vous pourrez participer et des activités que vous pourrez conduire tant au niveau local que régional.

9) Quels types de corruption affectent le secteur de l'eau et quelles en sont les conséquences ?

Le rapport mondial sur la corruption 2008 analyse quatre sous-secteurs clefs du secteur de l'eau où les risques de corruption sont particulièrement élevés.

La gestion des ressources en eau : dans ce sous-secteur, la corruption survient lorsqu'une élite, restreinte mais puissante, exerce une influence indue sur les politiques de gestion de l'eau afin de tourner en leur faveur la construction d'infrastructures et la distribution d'eau. Cela affecte les coûts et la qualité des grands projets d'infrastructures hydrauliques. Tout aussi important sinon plus, la corruption nuit souvent à la gestion à long terme des ressources en eau quand elle sert à contourner la réglementation environnementale, ce qui entraîne une pollution des eaux, une surexploitation de la ressource et une concurrence accrue pour la gestion de l'eau. Ces problèmes peuvent représenter une menace pour la cohésion sociale, la stabilité politique et la sécurité régionale.

L'eau potable et les services d'assainissement : la corruption peut être observée à chaque étape de la chaîne de distribution d'eau : de la prise de décision concernant l'extension du réseau ou la construction de points de collecte de l'eau à la passation de contrats pour des infrastructures hydrauliques municipales, le raccordement des foyers au réseau de distribution d'eau ou encore l'accès des citoyens aux puits et fontaines municipaux. Une telle corruption peut empêcher l'accès à l'eau potable et à un système d'assainissement de base pour des millions de personnes, voire même mettre leur vie et leurs moyens de subsistance en danger.

Irrigation et agriculture : les systèmes d'irrigation, difficiles à surveiller, qui dépendent d'experts pour leur maintenance, sont particulièrement sensibles à la corruption, avec pour conséquence le gaspillage des subventions et l'augmentation des coûts des services d'irrigation ainsi que l'incertitude quant à l'accès au service, surtout pour les exploitants les moins influents. 70% de la consommation d'eau est consacrée à l'irrigation et des nouveaux investissements lourds sont engagés pour faire face à la crise alimentaire mondiale. Dans ce contexte, la corruption dans les systèmes d'irrigation est responsable de pertes substantielles et représente un obstacle important pour juguler la crise alimentaire mondiale.

Hydroélectricité : les actes de corruption dans ce sous secteur sont facilités par le fait que les projets d'ingénierie sont extrêmement complexes et conçus sur mesure, tels que la construction de grands barrages. De plus, les fonds réservés au déplacement et à la réinstallation des populations et les programmes de compensation qui accompagnent les projets de barrage sont eux aussi perméables à la corruption, ajoutant ainsi une nouvelle pierre à l'édifice des risques de corruption.

10) Comment la corruption dans le secteur de l'eau nuit-elle aux chances de réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement ?

La corruption dans le secteur de l'eau nuit gravement aux efforts internationaux mis en œuvre pour réaliser les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) qui prévoient de réduire de moitié le nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'eau potable ni à un système d'assainissement de base. Elle provoque par ailleurs une réaction en chaîne qui empêche la réalisation des autres objectifs. Dans les pays en développement, on estime que la corruption accroît de 30% le coût de raccordement d'un foyer au réseau. Cela gonfle de plus de 48 milliards d'US\$ la facture pour parvenir aux OMD en ce qui concerne l'eau et l'assainissement au cours de la prochaine décennie afin de compenser les pertes provoquées par la corruption.

Tout revers dans la fourniture d'eau potable et la construction de systèmes d'assainissement de base rend difficile la réduction de la mortalité infantile et l'amélioration de la santé des mères (objectifs 4 & 5). Dans de nombreuses régions, les filles et les femmes sont contraintes d'effectuer la corvée de l'eau plutôt que d'aller à l'école (nuisant ainsi aux objectifs 2 & 3). Cela rend encore plus ardu les combats contre l'extrême pauvreté et en faveur de la gestion durable de l'environnement (objectifs 1 & 7).

11) Pourquoi la corruption est-elle particulièrement envahissante dans le secteur de l'eau ?

La nature même de l'eau transcende les frontières politiques et institutionnelles ; la gouvernance de l'eau est souvent l'affaire de plusieurs pays ou plusieurs institutions au sein d'un même pays, ce qui entraîne une dispersion des responsabilités et rend les acteurs de l'eau vulnérables face au manque de coordination qui peut être exploité par les auteurs d'actes de corruption.

Les risques de corruption dans le secteur sont également élevés car les grands projets d'infrastructures pour l'approvisionnement en eau sont complexes et difficiles à standardiser et à surveiller, ce qui entraîne des défis spécifiques en matière d'achats, d'appels d'offre et de contrôle. La situation est exacerbée par le fait que la gouvernance de l'eau est avant tout considérée comme une tâche technique et un défi d'ingénierie, alors les facteurs sociaux et politiques qui influencent les décisions en matière de distribution, de développement des infrastructures et de maintenance sont sous-estimés.

Enfin, des fournisseurs informels distribuent de l'eau aux pauvres en dehors de tout cadre juridique réduisant ainsi la protection contre l'extorsion et les pots-de-vin, que ce soit du côté du fournisseur ou du bénéficiaire. Les plus démunis, les générations futures et l'environnement sont tout particulièrement affectés par la

corruption dans le secteur de l'eau et pourtant ce sont eux qui ont le moins de poids pour engager des réformes et demander des comptes.

12) La corruption dans le secteur de l'eau affecte-t-elle seulement les pays en voie de développement ?

Non. Aucun pays n'est immunisé contre la corruption dans le secteur de l'eau. Dans les pays industrialisés, des cas de corruption sont apparus avec le versement de pots-de-vin lors de l'attribution de contrats ou lorsque des ressources financières et humaines ont été détournées à des fins politiques par des agents publics. On dispose également d'informations sur des ententes sur les prix ou sur les offres dans le cadre de projets d'infrastructure dans les pays riches. Dans ces pays, la corruption encourage le contournement de la réglementation sur la protection de l'environnement, entraînant de graves conséquences pour la gestion à long terme des ressources locales en eau.

13) Que peut-on faire pour lutter contre la corruption dans le secteur de l'eau ?

Le rapport mondial sur la corruption 2008 met en lumière de nombreuses initiatives porteuses d'avenir pour enrayer la corruption dans le secteur de l'eau et offre une série de suggestions concrètes sur le plan politique. La plupart des efforts en matière de réformes dépendent de deux principes clefs : la transparence et la participation. Transparence à tous les niveaux de la gouvernance de l'eau, de l'élaboration des politiques à la planification des projets, de la gestion de la pollution de l'eau à la traçabilité comptable et à la surveillance des performances : c'est là une condition fondamentale pour garantir la responsabilité de l'ensemble des acteurs.

La dynamique en faveur d'une plus grande transparence doit être combinée à une participation citoyenne accrue dans le processus de prise de décision et de surveillance. Une plus grande transparence et une plus grande participation, associées au renforcement d'un suivi indépendant, garantissent un meilleur contrôle de la responsabilité des acteurs privés et publics du secteur de l'eau tout en éliminant les pratiques de corruption.

14) Quel est le rôle des ingénieurs, des scientifiques et des autres experts du secteur de l'eau pour participer à la lutte contre la corruption dans ce secteur ?

L'ensemble des experts a un rôle central à jouer dans la diffusion de l'information sur la corruption dans ce secteur et dans l'appui au développement de stratégies de réformes efficaces. Le savoir-faire des experts est un facteur indispensable et une dynamique permettant de mener des études plus fouillées sur les causes de la corruption dans le secteur. L'expertise des spécialistes est également essentielle pour élaborer des stratégies anti-corruption dans le secteur, stratégies concrètes, réalisables et adaptées au contexte local. Enfin, les experts et les spécialistes peuvent renforcer leur propre engagement en faveur de l'intégrité professionnelle par le biais de codes de conduite anti-corruption ou d'initiatives comme le Water Integrity Network. Ils peuvent inciter les milieux d'affaires et les institutions du secteur public à élaborer de tels instruments, à renforcer leur

système interne de respect des réglementations anti-corruption et à s'engager à appuyer un secteur libéré de toute corruption.

15) Qui puis-je contacter pour de plus amples informations ?

- Pour les demandes d'entretiens, merci de contacter : press@transparency.org
- Pour des informations générales sur le rapport mondial sur la corruption, merci de prendre contact avec l'équipe éditoriale : gcr@transparency.org
- Pour des informations générales sur la corruption dans le secteur de l'eau, merci d'écrire à : info@waterintegritynetwork.net